

## Interviews / Mars 2007

### France, secouez-moi, secouez-moi !



Xavier Guilhou

Energique, [Xavier Guilhou](#), praticien de la gestion des crises dans les relations internationales, livre dans [Quand la France réagira...](#) un diagnostic sur la crise spécifiquement française sur laquelle il travaille depuis 3 ans à la demande des circuits économiques et financiers. Un cri d'alarme pour lutter contre le déni de réalité et proposer des voies de sortie de crise avant qu'il ne soit trop tard.

A la croisée de la crise argentine, libanaise et yougoslave, la France s'enlise dans une régression qui lui est propre. Pouvez-vous nous préciser votre diagnostic ?



#### [Quand la France réagira...](#)

**Xavier Guilhou** : En effet, bien que nos décideurs limitent toujours l'analyse de la crise à un aspect économique, sécuritaire ou identitaire, je tire la sonnette d'alarme au même diapason que nos voisins européens ou d'outre-Atlantique sur le fait que le malaise est bien plus profond.

Après avoir travaillé sur la gestion de nombreuses crises internationales, j'observe des éléments similaires à la crise de l'Argentine comme notre dette publique abyssale, le train de vie dispendieux de l'Etat, la fuite des capitaux et des cerveaux et surtout la rupture de confiance entre les élites et la société civile.

Autre point marquant, c'est la menace de l'effondrement à terme de notre Etat-nation. Toujours porté par un pouvoir fort, il est actuellement fragilisé par la contestation populaire qui remet en cause la légitimité de nos institutions et du pouvoir politique. A la mort de Tito (1980) qui avait tenu son pays d'une poigne de fer, l'ex-Yougoslavie est tombée en pleine liquéfaction, rouvrant comme on le sait la plaie des Balkans dans les années 90.

Quant aux émeutes dans nos banlieues en novembre 2005, qui continuent de couvrir de façon sporadique, elles ont révélé la montée de tensions communautaristes, qui se répandent comme une traînée de poudre. L'analyse de ce phénomène me fait redouter une libanisation rapide de nos cités.

Bien sûr, me direz-vous, la France ne peut être comparée à l'Argentine, à l'ex-Yougoslavie ou au Liban du fait de notre richesse, de notre histoire, etc. mais notre crise comporte bien des phénomènes communs à ces pays, encore implicites et diffus mais particulièrement malsains. Tous ces symptômes contribuent néanmoins à l'implosion de tout notre système de vie.

"Il y eut avril 2002 pendant l'affaire irakienne, les élections régionales, la canicule et ses 13 000 morts, puis l'échec du référendum sur le traité constitutionnel, le déchaînement de violence dans les banlieues, la crise du CPE...". Y-a-t-il encore un pilote dans l'avion ?

**X.G.** : Pour reprendre une image maritime, je dirai qu'il y a trop de monde à la passerelle mais plus personne à la barre. Il vaudrait mieux l'inverse ! Nos dirigeants politiques donnent l'impression de rester entre eux et de parler une langue devenue étrangère à la population. Pendant qu'ils rivalisent en effets de manche médiatiques pour garantir à l'opinion une certaine "paix sociale et civile", ils tournent le dos à l'océan alors que la mer commence à se démonter et que la météo devient

menaçante (cf. la fin du pétrole, le terrorisme, l'Iran, l'arrivée des chinois, des indiens...).

D'où la succession d'évènements aberrants que nous avons connus ces dernières années : les votes de défiance, les actes de désarroi, voire des rejets violents de l'establishment. Quand le vaisseau dérive au gré des vents, l'équipage et les passagers oscillent toujours entre peur et colère, entre pertes de repères et prémices de rébellions. Nous sommes aujourd'hui dans une "drôle de crise" où la réponse des français hésite entre désespérance et mutinerie.

Pour sortir de cette crise, nos dirigeants doivent faire preuve d'audace et assumer leurs responsabilités au lieu de se conforter dans le principe de précaution. Et je le souhaite le plus tôt possible, si nous voulons transformer le pays !

Pour sortir de la crise, vous parlez d'une thérapie de choc pour traiter la réorganisation de nos institutions.

**X.G.** : Les solutions existent. Il suffit de tirer les enseignements du redressement du Canada, de l'Angleterre, de la Suède pour ne reprendre que les plus connus. La dette, la fuite des capitaux, des entrepreneurs et des cerveaux sont à traiter en priorité. Il faut réduire d'au moins 20% le train de vie de l'Etat, le recentrer sur ses missions "régaliennes" et changer radicalement ses relations avec les usagers et les citoyens. Mais bien au delà d'une révolution administrative, il faut un véritable retour du "politique" avec un nouveau contrat social et une démocratie plus active.

Malheureusement, je ne suis pas convaincu que ce soit actuellement dans les préoccupations de nos dirigeants alors que je le redis : nous sommes en train de franchir des seuils dangereux.

La France semble aussi snober superbement le reste du monde... et la façon dont nos élites exercent leur pouvoir ne gagnerait-elle pas à se moderniser ?

**X.G.** : La France vit en effet "hors du temps". Je ne parle pas de ces quelques entrepreneurs ou voyageurs qui arpentent le monde et sont aux avant-postes de toutes les mutations géostratégiques, mais de l'autre France, celle qui s'est installée dans les 35 heures, dans les RTT, et qui vit au rythme de toutes ces plaintes archaïques qui entretiennent la population dans la nostalgie d'une histoire révolue et surtout dans l'inaction.

Aujourd'hui la France ne se sent plus concernée par les transformations du monde, elle est devenue très hédoniste, nombrilique et risque de devenir une sorte de grand "gîte rural" sympathique mais décalé.

Nos dirigeants se complaisent en effet dans de grands discours moraux vis à vis des autres peuples mais ils ne connaissent pas le monde. Il est urgent que notre corps politique et administratif ait une autre vision du pouvoir et de la puissance. De façon plus large, il est impératif que notre société redevienne offensive et qu'elle retrouve le sens du leadership.

Alors, la jeunesse n'est-elle pas aussi un capital à prendre soin ?

**X.G.** : "Qui ose gagne !", telle est la devise que nous devrions transmettre à notre jeunesse au lieu des messages de compassion ou de repentance qui saturer nos écrans plats. Pour lui permettre de faire face aux défis de ce XXIème siècle, certes turbulent mais passionnant, il nous faut lui redonner de la "force de caractère" et lui insuffler de la "force d'âme". Pour y arriver, nous devons repenser tout notre système de formation afin que les jeunes soient confrontés plus au réel et soient sur de vrais projets personnels et professionnels. Dans ce domaine, il est prioritaire de mettre désormais de la méthode à tous les niveaux plutôt que de l'argent. Face au vieillissement de notre société, les jeunes doivent être notre priorité absolue.

A ce propos, nous devrions méditer un peu plus ce mot de Simone de Beauvoir qui écrivait après cette "étrange défaite" de 1939 : "la jeunesse n'aime pas les vaincus !". Elle a besoin d'enthousiasme et d'espérance.

Propos recueillis par [Dominique Colin](#).

---

